

MOTION DU CONSEIL SYNDICAL DU 12 JUIN 2024

Solidaires Finances Publiques : indépendant mais ni neutre ni indifférent !

Le Conseil syndical de Solidaires Finances Publiques, réuni le 12 juin 2024, réaffirme qu'aucune organisation syndicale ne peut rester indifférente à ce qui se passe depuis les élections européennes du 9 juin 2024, avec le Rassemblement National arrivé en tête de ce scrutin et la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le Président de la République.

Le Conseil syndical de Solidaires Finances Publiques considère que, pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, il y a urgence à faire bloc dans l'unité la plus large sur l'ensemble de nos lieux de travail, et appelle l'ensemble des personnels actifs et retraités des Finances Publiques à participer à toutes les mobilisations, actions de ces prochains jours et prochaines semaines. Il rappelle à toutes et tous, qu'à chaque fois que l'extrême-droite a exercé le pouvoir, cela s'est traduit par des atteintes à la démocratie, par des attaques frontales et mortifères contre les droits et acquis sociaux et sociétaux.

Respectant les opinions individuelles de chacun et chacune, le Conseil syndical rappelle l'attachement fondamental de Solidaires Finances Publiques à l'indépendance des organisations syndicales par rapport aux partis politiques.

Cette indépendance est essentielle pour préserver, à tout moment, la capacité de contestation et de mobilisations du monde du travail quelles que soient les forces politiques au pouvoir.

Cependant, indépendance ne signifie pas apolitisme.

En défendant la justice fiscale, la justice sociale et la justice environnementale, ou par ses expressions sur la loi de Finances et ses déclinaisons, Solidaires Finances Publiques prend des positions éminemment politiques sans toutefois être partisan.

C'est cette indépendance qui a conduit Solidaires Finances Publiques à dénoncer sans cesse les fractures sociales et la brutalité du libéralisme qui frappent les populations les moins favorisées ou les plus isolées au plan territorial, la peur du lendemain alimentée en notre époque par les crises climatiques ou la peur de l'autre...

Force est de constater que les jeunes, les travailleurs et les retraités, les populations les plus fragiles et éloignées des centres de décision, sont les victimes de ces politiques : inflation, baisse du pouvoir d'achat, chômage, atteintes aux droits sociaux et à la santé, recul des services publics dans les territoires, accroissement des inégalités, injustices fiscales...

La poursuite de telles politiques, voire leur amplification par les thèses d'extrême-droite, ne peut conduire qu'à l'aggravation de la situation.

Solidaires Finances Publiques dénonce depuis des années et ne cessera de dénoncer les risques et conséquences de ces politiques, tout en affirmant que les idées d'extrême-droite portées par le Rassemblement National et Reconquête ne seront jamais des solutions aux difficultés rencontrées par les citoyens et citoyennes.

Aujourd'hui, avec d'autres forces du mouvement syndical et du mouvement social, unies, nous appelons, par nos revendications, à porter le combat contre l'ignoble et retrouver le sens du progrès social :

- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, administration, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étrangers·es sur la base d'un certificat de travail ;
- Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;

La situation est historique, le rôle des organisations syndicales, particulièrement de Solidaires Finances Publiques, doit l'être tout autant et on se doit de porter, aux travers de nos valeurs, une autre vision de la société au bénéfice de toutes et tous.

Solidaires Finances Publiques considère plus que jamais que la justice fiscale, sociale et environnementale sont les remèdes aux maux d'aujourd'hui.

L'urgence est à la mobilisation de toutes et tous, dans la rue et par les urnes !